

**Arrêté préfectoral n° BE-2026-02-05 du 16 FEV. 2026**  
**portant levée de la mise en demeure**  
**à l'encontre du Syndicat mixte de collecte et traitement d'ordures ménagères**  
**(SMCTOM) de NONTRON dont le siège social est situé**  
**247 impasse du Bois des Charrets – 24300 SAINT-FRONT-SUR-NIZONNE**  
**pour l'exploitation d'une déchetterie**  
**sise Les Bessoulignas – 35 route des Champs Fleuris – 24470 SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE**

**La préfète de la Dordogne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° BE-2025-07-15 du 18 juillet 2025 mettant en demeure le SMCTOM de NONTRON de doter l'installation située sur la commune de SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur ;

**Vu** le rapport du 12 février 2026 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 3 février 2026, il a été constaté que l'exploitant a déferé à la mise en demeure précitée dont il avait fait l'objet en dotant l'installation d'une réserve incendie (bâche) d'une capacité de 120 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** dès lors, que la mise en demeure à l'encontre du SMCTOM de NONTRON doit être levée ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

**ARRETE**

**Article 1 – Objet.**

La mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral n° BE-2025-07-15 du 18 juillet 2025 à l'encontre du SMCTOM de NONTRON, pour son installation située à SAINT-PARDOUX-LA-RIVIÈRE, est levée.

**Article 2 – Publicité.**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant une durée minimale de 2 mois.

### **Article 3 - Délais et voies de recours.**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux situé 9 rue Tastet - CS 21490 - 33063 BORDEAUX CEDEX, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### **Article 4 — Notification et exécution.**

Le présent arrêté sera notifié à M. Vincent FARGEAS, président du SMCTOM de NONTRON.

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de l'arrondissement de Nontron, le directeur départemental des finances publiques de la Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne de la DREAL N-A et la maire de la commune de SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie leur sera notifiée.

Périgueux, le **18 FEV. 2026**

La préfète,

**Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général**

  
**Bertrand DUCROS**